Accord de libre-échange Canada—États-Unis

mieux protéger les intérêts de la population face aux institutions financières au Canada.

La présidente suppléante (Mme Champagne): C'est avec regret que je dois interrompre le député.

La période réservée à l'examen des affaires émanant des députés est maintenant terminée. Conformément au paragraphe 36(2) du Règlement, la motion est portée au bas de la liste des priorités au *Feuilleton*.

• (1800)

ORDRES INSCRITS AU NOM DU GOUVERNEMENT

[Traduction]

LA LOI DE MISE EN OEUVRE DE L'ACCORD DE LIBRE-ÉCHANGE CANADA—ÉTATS-UNIS

MESURE D'ÉTABLISSEMENT

La Chambre reprend l'étude de la motion de M. Crosbie: Que le projet de loi C-130, visant la mise en oeuvre de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis d'Amérique, soit lu pour la 2^e fois et renvoyé à un comité législatif, ainsi que des amendements de M. Axworthy (p. 16661) et de M. Young (p. 17089).

Mme Marion Dewar (Hamilton Mountain): Madame la Présidente, je voudrais vous entretenir du projet de loi à l'étude. Il s'agit probablement d'un des plus importants débats nationaux depuis des décennies, comme d'autres orateurs l'ont mentionné. On craint que nous ne comprenions pas très bien la portée du projet de loi. Il modifie plus de 27 lois canadiennes. Nous ne semblons guère troublés par le fait que le débat a été limité à cinq jours. A mon avis, il incombe au gouvernement de voir à ce que le comité se déplace à travers le pays pour entendre des témoins. Cela est très important.

Nous avons commencé à soupçonner ce qui se passait lorsque nous avons appris que les Américains allaient procéder à une étude accélérée de l'accord commercial et que celui-ci devait être prêt avant le mois d'octobre. Il a ensuite été reporté à janvier. Un comité de la Chambre a sillonné le pays pour entendre des témoins avant même d'avoir en main le texte de l'accord. Une telle hâte nous a mis la puce à l'oreille et nous avons conclu qu'il était temps d'examiner soigneusement l'entente.

De nombreux Canadiens se sont organisés très rapidement pour y jeter un coup d'oeil. La plupart d'entre eux viennent d'institutions nationales telles que le Syndicat canadien de la fonction publique, le syndicat des travailleurs canadiens de l'automobile, la Confédération des syndicats canadiens, le Comité canadien d'action sur le statut de la femme, de nombreuses églises et organismes sociaux, l'organisation des autochtones et des groupes d'immigrantes. Ces groupes ont étudié l'accord et continuent de s'y opposer.

Il importe d'examiner les faits. J'ai entendu des gens dire que l'accord va créer des emplois alors que d'autres prétendent

le contraire, et certains affirmer que notre complexe d'infériorité nous empêche d'entériner l'accord. Nous devons regarder la réalité en face.

Une étude publiée par le ministère des Finances en janvier révèle que la croissance de l'économie ne sera probablement pas de 8 à 10 p. 100 comme il l'escomptait mais de 2,5 p. 100, non pas annuellement, mais à jamais. Le nombre de 350 000 emplois que nous avait promis le Conseil économique a été trompé partout. Après un examen du secteur des services notamment, le Conseil ramène maintenant le nombre d'emplois à 120 000 sur une période de cinq ans, ou à environ 25 000 par année. L'économie en crée à l'heure actuelle quelque 300 000 par année, et nous parlons ici d'environ 25 000 emplois. Pour si peu d'emplois, accepterons-nous de vendre notre patrimoine, comme nous sommes en train de le faire?

J'entendais la ministre de l'Emploi et de l'Immigration (M^{me} McDougall) dire cet après-midi que la Planification de l'emploi pouvait assurer la formation tellement nécessaire dans une économie restructurée. J'étais membre du comité de l'emploi quand il a étudié la Planification de l'emploi. Nous avons recueilli les témoignages de personnes de toutes les régions du pays. Les députés de la majorité ont recommandé une injection massive de fonds dans la Planification de l'emploi pour que ce programme puisse assurer la restructuration économique à laquelle nous devons faire face.

On dit que ce sera avantageux pour les femmes, mais en réalité les travailleuses du textile et du vêtement ne peuvent recevoir maintenant la formation professionnelle ou linguistique qui leur permettra de passer dans d'autres secteurs de l'économie. Nous allons mettre ces personnes en marge de notre société pour longtemps. C'est éminemment injuste.

Nous devons aussi reconnaître que beaucoup de femmes travaillent dans le secteur des services. Nous savons que se perdront beaucoup d'emplois dans ce secteur et dans l'informatique. Une étude de la Canadian Computer Association le prouve bien. L'Association reconnaît qu'une partie des emplois de ce secteur iront de l'autre côté de la frontière.

On nous fait aussi miroiter la perspective d'investissements étrangers, de l'entrée de capitaux américains qui donneront à notre économie une formidable impulsion. Nous devons reconnaître que, de 1978 à 1985, les entreprises de propriété canadienne ont créé 876 000 emplois, tandis que les investissements des États-Unis ont créé 1 400 emplois et les autres investissements étrangers, 12 000 emplois. Ce qui prouve bien sans l'ombre d'un doute que les investissements canadiens dans des usines canadiennes créent beaucoup plus d'emplois.

Tout cela mis à part, nous devons répondre à ceux qui prétendent que nous n'avons pas confiance en nous. Il suffit de voir à quel point notre économie se développe et de garder à l'esprit le surplus commercial que nous maintenons avec les États-Unis pour reconnaître que nous n'avons pas besoin de brader notre souveraineté et l'accès à nos ressources pour continuer sur cette lancée. Ce qu'il faut plus que jamais, cependant, c'est développer notre secteur secondaire pour éviter de ne vendre que des matières premières. Or, cette entente rend la chose encore plus difficile.